

Nantes, le 25 septembre 2006

DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE,
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT
DES PAYS DE LA LOIRE

Groupe de subdivisions Le Mans
Résidence Borromée
4, rue Saint Charles
72000 LE MANS

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société YOPLAIT France SAS à LE MANS.

Mots-clés : Laiterie - Actualisation des prescriptions.

La société YOPLAIT FRANCE dont le siège social est situé 47-49 Avenue Edouard Vaillant à BOULOGNE (92657) a présenté à Monsieur le Préfet de la Sarthe un dossier en vue de régulariser les activités qu'elle exerce sur la commune de LE MANS. Ce dossier répond à l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 qui prévoit la remise d'un bilan de fonctionnement pour certaines activités telles que le traitement du lait.

1 - PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER

1.1. demandeur

Société YOPLAIT FRANCE
Siège social : 47-49 Avenue Edouard Vaillant
92657 BOULOGNE CEDEX
Effectif : 407 personnes (au 30 avril 2003)
Directeur d'usine : Monsieur Yvan HAFFNER

1.2. implantation

L'usine YOPLAIT est située en Zone Industrielle Sud du Mans, le long de la D147 reliant Le Mans à Arnage ou Allonnes.

Les installations occupent les parcelles cadastrées n°216 et 218 Section RX, d'une superficie d'environ 9 ha.

Les parcelles cadastrées n° 217 et 208 appartiennent à la société UCALM (Union des Coopératives Agricoles Laitières du Mans), indépendante de la société YOPLAIT sur une superficie de 1,6 ha environ.

Cependant, il n'existe aucune délimitation matérielle sur site entre les deux sociétés. Ainsi, la présence, sur le terrain de la société UCALM, d'équipements spécifiques à la société YOPLAIT et la non division pratique des réseaux EU et EP conduisent à considérer la surface globale des terrains appartenant aux deux sociétés.

1.3. caractéristiques du projet

La société YOPLAIT FRANCE est autorisée par l'arrêté préfectoral 860/3782 du 5 novembre 1986.

L'activité principale de l'entreprise est la fabrication de produits laitiers.

Les différentes installations de cette usine sont :

- une zone de production des produits laitiers (fromages frais, yaourts, ...),
- une zone d'expédition (chambres froides),
- une zone des services techniques comprenant une chaufferie, un local huiles, un atelier de maintenance, un local de déferrisation, un local sprinklage et un château d'eau,
- une zone de réception du lait.

L'activité de l'usine s'étale du dimanche soir au samedi midi, tout au long de l'année.

Les différentes rubriques de classement au titre de la nomenclature ICPE sont :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime	Rayon d'affichage
1136.B.b	Ammoniac (emploi ou stockage de l') Emploi La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant comprise entre 1,5 et 200 tonnes	8,2 tonnes d'ammoniac	A	3 km
2230.1	Lait (réception, stockage, traitement, transformation, etc) La capacité journalière exprimée en litre de lait ou équivalent lait étant supérieure à 70000 l/jour.	Capacité journalière = 800 000 l/jour	A	1 km
2661.1.a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 10 t/j	Quantité traitée journallement = 10 à 12 tonnes	A	1 km
2920.1.a	Réfrigération ou compression (installations de) Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques La puissance absorbée étant supérieure à 300 kW.	Puissance absorbée = 1717 kW	A	1 km
2920.2.b	Réfrigération ou compression (installations de) La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.	Puissance absorbée = 490 kW	D	
1432.2.b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) La quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³ .	Quantité équivalente = 25,87 m ³	D	
1131.2.c	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) liquides La quantité totale susceptible d'être présente	Quantité totale = 1,1 t	D	

	dans l'installation étant supérieure à 1 t mais inférieure ou égale à 200 t			
1136.A.2.c	Ammoniac (emploi ou stockage de l') Stockage en récipient de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg, mais inférieure à 5 t	Quantité stockée = 230 kg	D	
1530.2	Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de) La quantité stockée étant supérieure à 1000 m ³ , mais inférieure ou égale à 20000 m ³ .	Volume stocké entre 1000 et 20000 m ³	D	
2910.A.2	Combustion La puissance thermique de l'installation étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	Puissance thermique = 17,72 MW	D	
2925	Accumulateurs (Ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW.	Puissance > 10 kW	D	
2921	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air Lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »	7 tours P _{tot} = 8750 kW	D	

1.4. inconvenients et moyens de prévention

▪ Impact sur le paysage

Le site étant localisé en zone industrielle, l'effet sur le paysage ne constitue pas un impact prédominant. Des aménagements tels que des plantations d'arbustes et d'arbres ont quand même été effectués.

▪ Impact sur l'eau

Le site est approvisionné par :

- le réseau eau de ville,
- deux forages de 70 m³/h, munis d'équipements permettant d'éviter toute pollution (clapets anti-retours, ...).

Le site possède un réseau séparatif eaux usées et eaux pluviales géré de la manière suivante :

- *concernant les eaux usées :*

Les eaux usées (eaux vannes et eaux de process) sont orientées vers la station de prétraitement des eaux de Yoplaît avant de rejoindre la station d'épuration de la Communauté Urbaine du Mans (CUM) par le réseau de ville. Ces effluents sont essentiellement caractérisés par une pollution de type organique (DBO, DCO) et matières en suspension. L'autosurveillance est assurée par la société OTV. Les résultats dépassent la réglementation en vigueur et la convention de rejets fixée avec la CUM.

	Autosurveillance YOPLAIT (OTV) en 2002	Arrêté préfectoral	Arrêté du 2 février 1998	Convention de rejet avec la CUM
Débit moyen (m ³ /j)	1328	1250		2800
pH	6,4	4,5 - 9		
Concentration MES (mg/l)	777	650	600	500

Concentration DBO (mg/l)	1848	2000	800	1000
Concentration DCO (mg/l)	3150	3400	2000	500

Yoplait s'est engagé dans une politique de gestion et d'optimisation de ses consommations d'eau et dans une chasse aux pertes de matières. Afin de respecter les seuils réglementaires en période de forte charge, Yoplait a prévu de créer un bassin d'homogénéisation permettant d'obtenir un débit et une charge relativement constants et un lissage de pH. L'étude d'une construction d'un ouvrage de pré traitement perfectionné est également prévue.

Les eaux usées de la zone de restauration et du comité d'entreprise sont, quant à elles, directement orientées vers la station d'épuration de la CUM après passage dans un bac dégraisseur.

- concernant les eaux pluviales :

Le réseau d'eaux pluviales est orienté en limite de propriété et est muni d'une vanne de fermeture manuelle. Au delà, les eaux suivent le réseau d'assainissement de la CUM pour un déversement en Sarthe.

Les eaux de ruissellement des voies de passage des camions, susceptibles d'être polluées par des hydrocarbures, sont évacuées par le même réseau que les eaux pluviales.

Le débit maximal d'eaux pluviales susceptible d'être déversé dans la Sarthe correspond à 11,6% du débit d'étiage de celle-ci.

La mise en place d'un bassin de confinement et d'un séparateur hydrocarbures est prévue dans le plan d'investissement sur 3 ans du site Yoplait.

Des travaux pour mise sur rétention de produits contenus en réservoirs de petites capacités ont été réalisés en 2003/2004. Le stockage de fuel lourd et de fuel domestique est réduit en fonction de la rétention existante. Une amélioration des stockages de soude et acide concentrés a été réalisée en 2004.

▪ Impact sur l'air

Le fonctionnement normal de l'usine entraîne des émissions à l'atmosphère dus aux chaudières. Ces chaudières fonctionnent au gaz naturel. Elles peuvent également fonctionner au fuel lourd en cas de besoin. Les rejets des chaudières sont conformes aux normes de rejets. L'impact des rejets est limité car le contrôle des brûleurs est régulier ce qui assure une combustion convenable et le combustible utilisé est le gaz naturel entraînant une faible teneur en oxydes de soufre et en poussières.

▪ Nuisances sonores

L'environnement du site est caractérisé par le passage de véhicules à proximité. Une campagne de mesures a été réalisée en 2002. Les niveaux sonores mesurés en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée sont conformes à la réglementation.

▪ Déchets

L'ensemble des déchets est stocké sur des zones spécifiquement aménagées (bennes sur surfaces imperméabilisées). Yoplait privilégie la valorisation de l'ensemble de ses déchets banals (tri sélectif). Concernant les déchets organiques, Yoplait recherche des filières de valorisation.

▪ Impact sur le trafic routier

Le trafic routier engendré par le site correspond à moins de 1,5% du trafic total. Il n'a donc pas d'impact significatif.

1.6. risques et moyens de prévention

▪ Risque incendie/explosion

Des moyens de prévention permettent de limiter la probabilité d'occurrence des incendies et explosions :

- *procédures et consignes* : interdictions de fumer, guide pratique de lutte contre l'incendie, permis de feu pour les entreprises extérieures, ...
- *contrôles réguliers par des organismes agréés* : contrôle des installations électriques, des équipements de combustion, des équipements de lutte contre l'incendie, ...
- *formation* : formation à la sécurité et à la prévention du risque incendie, formation d'équipiers de première intervention, ...
- *personnel* : gardiennage en période non travaillée
- *alarmes* : alarme incendie, alarme intrusion, alarme sprinkler, ...

▪ Risque de pollution des eaux

Le risque de déversement d'un produit est envisageable.

En fonction du lieu de déversement, le produit sera soit dirigé vers la Sarthe via le réseau d'eaux pluviales, soit vers la station d'épuration de la CUM via le réseau d'eaux usées.

La réalisation d'un bassin de confinement des eaux pluviales permettrait d'éviter le déversement direct du produit dans la Sarthe.

De plus, un bassin tampon en entrée de station de prétraitement pourrait permettre de gérer l'arrivée d'un flux polluant et éviter de l'envoyer directement vers la station d'épuration, qui n'est pas forcément capable de le traiter.

▪ Risques liés à l'ammoniac

❶ *Emission d'un nuage toxique*

Des moyens de prévention sont mis en place :

- moyens de prévention des chocs et des risques de rupture : passage des chariots peu fréquents et supports de canalisation renforcés
- présence de détecteurs : 2 seuils : 2000 ppm (alarme lumineuse et sonore) et 4000 ppm (disjonction électrique)
- arrêts d'urgence en salle des machines et à l'extérieur
- moyens de protection en cas d'intervention lors d'une fuite
- maintenance de l'installation

❷ *Pollution des eaux*

Le cas majorant est la vidange de l'installation dans l'une ou l'autre des salles des machines.

Les salles des machines disposent d'une capacité de rétention de 15 m³ suffisante pour le confinement de l'ammoniac.

③ Incendie/explosion

BLEVE

Effets thermiques : la faible radiance des flammes ainsi que la faible réactivité du produit conduisent à ne pas prendre en compte les effets thermiques du BLEVE.

Effets mécaniques : Les distances d'effets sont très inférieures aux distances d'effets associées au risque toxique lié à l'émission d'une masse équivalente d'ammoniac.

⇒ Le BLEVE n'est donc pas pris en compte comme risque potentiel lié aux installations frigorifiques à l'ammoniac de Yoplait.

UVCE

Les expériences de labo et de terrain ont montré la grande difficulté pour faire brûler l'ammoniac à l'air libre.

Evaluation des conséquences du risque ammoniac

Les différents scénarii maximalistes étudiés sont :

- Rupture d'une canalisation liquide HP en retour des condenseurs dans la salle des machines
- Perte de confinement d'une bouteille BP dans la salle des machines
- Rupture d'une canalisation liquide BP alimentant les herse dans la salle des machines
- Rupture d'une canalisation gaz BP en retour des herse dans la salle des machines

Dans tous les cas, l'étude de dangers montre que le nuage formé serait évacué à l'extérieur par l'extracteur à une hauteur suffisante pour éviter toute retombée au sol d'ammoniac en dehors des limites de propriétés du site.

Le projet d'optimisation des installations a été conduit dans un objectif de sécurisation et de diminution des charges d'ammoniac.

1.7. notice d'hygiène et de sécurité du personnel

Les installations prévues pour le personnel sont aménagées conformément au titre II du code du travail. D'une manière générale, les dispositions en vue d'assurer une bonne hygiène du travail et la sécurité des travailleurs sont prises.

1.8. conditions de remise en état proposées

En cas de cessation d'activité, la société s'engage à effectuer, si nécessaire, la remise en état du sol de son site, en particulier :

- Diagnostic de pollution des sols et, le cas échéant, dépollution des sols,
- Neutralisation et/ou démantèlement des installations,
- Evacuation des déchets et produits chimiques présents sur le site,
- Maintien en bon état et entretien du site.

2 - CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE

2.1. avis des services

avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Sarthe
(lettre du 4 décembre 2003)

Avis favorable sous réserve du déplacement du poteau incendie n°2.

avis de la Direction Départementale du Travail, de l'emploi et de la Formation Professionnelle de la Sarthe

(lettre du 11 décembre 2003)

Pas d'observations particulières.

avis du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

(lettre du 26 janvier 2004)

Pas d'observations particulières.

avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

(lettre du 27 janvier 2004)

Pas d'observations particulières.

avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

(lettre du 10 février 2004)

Informations complémentaires à connaître pour se positionner :

- *Rendements des prétraitements, convention de rejets et impact des eaux usées industrielles sur la station d'épuration du Mans*
- *Description des tours aéroréfrigérantes et prévention des légionelles*
- *Evaluation plus précise de l'impact sanitaire des rejets d'oxyde d'azote liés au fonctionnement des deux chaudières*

avis de la Direction Départementale de l'Équipement

(lettre du 8 décembre 2003)

Avis favorable.

2.2. avis du conseil municipal du Mans

Avis favorable sous réserve de mise en place de mesures compensatoires afin de diminuer l'émergence au point E1 de l'étude acoustique.

2.3. enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 22 décembre 2003 au 22 janvier 2004 inclus, dans les communes de LE MANS, ALLONNES et ARNAGE.

La seule visite durant l'enquête publique fut celle de Monsieur HOGU, représentant Sarthe Nature Environnement, pour savoir si le dossier relevait d'une extension, d'une modification ou d'une mise aux normes des installations.

2.4. conclusions du commissaire enquêteur

Vu les pièces du dossier, l'absence de remarques du public et l'absence d'observations portées sur le registre d'enquête, le Commissaire-Enquêteur émet un avis favorable au projet de la société YOPLAIT France.

3 - ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

3.1. statut administratif des installations du site

La société YOPLAIT FRANCE sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation de production de produits laitiers.

La société YOPLAIT FRANCE est jusqu'à maintenant autorisée par l'arrêté préfectoral 860/3782 du 5 novembre 1986. Cette nouvelle demande de la société se justifie par la mise à jour de ses activités classées.

3.2. situation des installations déjà exploitées

➤ Arrêté préfectoral du 8 avril 1969 relatif à l'autorisation d'exploitation d'une laiterie par l'Union des Coopératives Agricoles Laitières

➤ Arrêté du 24 juillet 1969 autorisant l'extension de l'établissement par l'Union des Coopératives Agricoles Laitières du Mans

➤ Arrêté préfectoral du 5 novembre 1986 autorisant la société Union des Coopératives Agricoles Laitières du Maine (UCALM) à exploiter une usine de fabrication de produits laitiers

➤ Récépissé de déclaration en date du 4 juin 2002 transférant l'autorisation d'exploiter à la société YOPLAIT France SAS

➤ Arrêté de mise en demeure du 24 février 2004 de respecter les dispositions relatives à la protection des installations contre la foudre et à la prévention des pollutions accidentelles

➤ Arrêté préfectoral n°04-3944 du 10 septembre 2004 relatif à la réduction des prélèvements d'eau en cas de sécheresse

3.3. inventaire des textes en vigueur applicables

Prévention de la pollution de l'eau	arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes.
Prévention de la pollution de l'air	décret n°98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air ; arrêté du 2 février 1998 (cité ci-dessus)
Gestion des déchets	décret n°77-974 du 19 août 1977 et arrêté du 4 janvier 1985 relatifs au contrôle des déchets générateurs de nuisances décret n°79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées décret n°94-609 du 13 juillet 1994 portant application du Titre IV du Livre V du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages

	décret n°2002.540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets
Prévention des risques	arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion arrêté du 28 janvier 1993 relatif à la protection de certaines installations classées contre les effets de la foudre
Prévention des nuisances	<u>Bruit</u> : arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ; <u>Vibrations</u> : circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement.
Textes spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> • Arrêté du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène • Arrêté du 19 août 1999 relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines à combustion ainsi que des chaudières utilisées en postcombustion soumis à autorisation sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

3.4. évolution du projet obtenue du demandeur depuis le dépôt du dossier

De nombreuses améliorations ont été apportées après le dépôt du dossier, notamment suite à l'arrêté de mise en demeure de 24 février 2004 et à l'arrêté du 10 septembre 2004 relatif à la réduction des prélèvements d'eau en cas de sécheresse.

▪ Foudre

Des paratonnerres ont été mis en place courant 2004.

▪ Salle des machines de l'installation ammoniac

Des travaux ont été réalisés dans les 2 salles des machines de l'installation ammoniac suite aux demandes de l'inspection des installations classées. Les deux salles des machines ont chacune une rétention, munie d'une vanne actionnée automatiquement sous 2 conditions : mesure du pH et contrôle de niveau.

▪ Rétentions

Des rétentions ont été mises en place sous les stockages de produits.

▪ Eaux de ruissellement

Une étude sur les dispositifs permettant la collecte et le traitement si nécessaire des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées avant rejet au milieu récepteur est en cours. Un ou 2 bassins de rétention ainsi qu'un ou 2 séparateurs hydrocarbures seront mis en place. L'étude est en cours de finalisation.

▪ Magasin de produits chimiques

La conception du magasin de produits chimiques a été revue : des rayonnages ont été mis en place et les produits incompatibles ne sont plus associés à la même rétention.

▪ Etude sur la réduction des prélèvements d'eau en cas de sécheresse

L'arrêté complémentaire n°04-3944 du 10 septembre 2004 demandait à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées une étude technico-économique en vue de la réduction des flux d'eau utilisés dans les installations du site ainsi qu'une proposition d'échéancier de mise en œuvre. Cette étude a été remise en mars 2005.

Plusieurs actions visant à réduire les flux d'eau utilisés dans les installations sont présentées et sont les suivantes :

① Remplacement des compresseurs :

Les compresseurs existants vont être remplacés par des compresseurs qui seront refroidis à l'air et non à l'eau. Le renouvellement du parc des compresseurs va donc impliquer une suppression totale de ces consommations d'eau.

② Refroidissement et lubrification des pompes :

Le site dispose d'un parc assez important de pompes. Certaines d'entre elles sont refroidies et/ou lubrifiées avec de l'eau.

Certaines améliorations sont possibles :

- bridage des débits de refroidissement des pompes, parfois surdimensionnés,
- mise en place d'électrovannes afin d'alimenter le circuit de refroidissement et de lubrification que lorsque les pompes sont en fonctionnement et non en continu comme jusqu'à présent,
- mise en série de plusieurs pompes.

D'autres pistes de solutions ont été trouvées, comme par exemple la récupération de l'eau de toutes les pompes de l'usine. Celles-ci nécessitent des études plus poussées.

③ Lavage des filtres à sable :

L'eau de forage, avant d'être envoyée au château d'eau est filtrée par l'intermédiaire de 3 doubles filtres à sable. Les nettoyages de ces 3 filtres représentent une consommation d'eau importante. Afin d'économiser de l'eau, l'exploitant évoque la possibilité de ne plus utiliser que deux des trois filtres. La fréquence de lavage des 2 filtres serait légèrement augmentée, des opérations de maintenance pourraient être réalisées sur le 3^{ème} filtre.

④ Gestion des surplus d'eau recyclée :

Une partie de l'eau qui pourrait être recyclée est envoyée vers le réseau des eaux pluviales, faute de pouvoir être stockée avant réutilisation. Ceci est dû au décalage entre la production créant de l'eau recyclée et les nettoyages qui la consomment. Des solutions sont envisageables : augmentation de la capacité de stockage, augmentation de la consommation d'eau recyclée, ...

Ces améliorations permettront à la société YOPLAIT de diminuer le prélèvement d'eau d'environ 11%, soit environ 83 000 m³ d'économie pour un investissement de l'ordre de 265 500 euros. Les travaux ont été réalisés courant 2005.

▪ Augmentation de débit de rejets

Selon l'exploitant, le débit de rejet des effluents fixé dans l'arrêté préfectoral ne correspond plus aux besoins actuels et encore moins aux besoins futurs du site. C'est pourquoi la société YOPLAIT a demandé une augmentation de ce débit et a fourni, à ce titre, un argumentaire justifiant ses besoins. Cette demande est liée à l'augmentation du potentiel de production, à la diversité des produits fabriqués ainsi qu'à l'augmentation des contraintes qualité des produits. Cette augmentation est cependant contrôlée et maîtrisée par la société YOPLAIT grâce notamment aux actions de réduction des consommations d'eau présentées précédemment et donc des rejets. La tendance du ratio (rejet/tonne de produit fabriqué) est à la baisse ce qui montre bien la maîtrise des rejets malgré l'augmentation des contraintes de fabrication.

▪ Prétraitement des effluents

Les eaux usées de la société YOPLAIT sont orientées vers une station de prétraitement des eaux de Yoplait avant de rejoindre la station d'épuration de la Communauté Urbaine du Mans (CUM) par le réseau de ville. Cette station de prétraitement n'est plus adaptée aux effluents de la société YOPLAIT. C'est pourquoi, à la demande de l'inspection, une étude a été réalisée par l'exploitant début 2006 concernant le prétraitement des effluents

Afin de répondre aux exigences de l'inspection des installations classées ainsi qu'à celles de la CUM qui reçoit les effluents de la société YOPLAIT, des propositions ont été faites afin de :

- lisser les volumes d'effluents envoyés vers la station de la CUM,
- traiter une partie des graisses,
- neutraliser les effluents
- respecter les valeurs limites en terme de DBO, DCO, MES fixées dans le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

4 - PROPOSITION DE L'INSPECTION

Ce dossier nous a permis de voir les éléments d'actualisation depuis la précédente étude d'impact et fait donc office de bilan de fonctionnement, conformément à l'arrêté ministériel du 29 juin 2004.

Le point essentiel résultant de l'examen de la demande présentée par la société YOPLAIT porte sur la nécessité d'actualiser les normes de rejets, ce qui a contraint la société YOPLAIT à mettre à niveau son dispositif épuratoire de prétraitement avant rejet de ses effluents dans la station de la CUM. Cette mise à niveau est prévue dans un délai d'un an.

▪ Augmentation de débit de rejets et prétraitement des effluents

Au vu des arguments présentés par la société YOPLAIT, l'augmentation de débit de rejet souhaitée, à savoir 2125 m³/jour, peut être envisagée, d'autant plus que la station d'épuration de la CUM a été dimensionnée pour recevoir ces effluents.

Néanmoins, dès que la station de prétraitement sera mise en place, les flux de MES, DCO et DBO5 resteront les mêmes que dans l'ancien arrêté malgré l'augmentation du débit de rejet, les concentrations seront quant à elles modifiées. Le prétraitement devrait abattre la pollution avec un rendement de plus de 40%.

Les valeurs limites suivantes sont retenues dès la mise en place du prétraitement. Elles sont reprises dans le projet d'arrêté joint au présent rapport :

Paramètre	Concentration (mg/l) sur 24 heures	Flux (kg/j)
MES	600	800
DBO5	1200	2500
DCO	2000	4250
Azote global	150	320
Phosphore total	50	105

Pour respecter ces valeurs, une surveillance devra être mise en place par l'exploitant en particulier sur le niveau de MES afin de s'assurer du respect de la limite en flux autorisé en fonction du débit réellement mesuré.

Un dossier présentant la mise à niveau des installations de prétraitement sera présenté à l'inspection des installations classées au bout d'un an, accompagné de l'état de conformité des rejets.

5 - CONCLUSION

Nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement, et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à l'actualisation et la mise à jour des prescriptions de fonctionnement des installations de la société YOPLAIT au MANS.